

L'EXTRÊME DROITE AU POUVOIR

QUELLES SERAIENT LES CONSÉQUENCES POUR LE SYSTÈME ÉDUCATIF : LE CAS AUTRICHIEN

UNE POLITIQUE ÉDUCATIVE REPOSANT SUR LE PRINCIPE DE LA PRÉFÉRENCE NATIONALE

En 2017, la coalition gouvernementale dominée par l'ÖVP (Österreichische Volkspartei, abrégé en ÖVP « Nouveau Parti populaire ») et le FPÖ éditait un programme de 182 pages dans lequel elle présentait les principaux axes de leur politique. Le but de celui-ci est la défense de l'identité nationale reposant sur 10 grands principes tels que la patrie (Heimat), la sécurité (Sicherheit) ou la responsabilité (Verantwortung). Dans cette perspective, l'éducation joue un rôle central au travers d'une série de mesures telles que :

- Scolariser les enfants uniquement si leur allemand est assez bon. Ainsi en 2020, la décision pour un parcours scolaire dans un lycée ou dans un établissement autre qu'un lycée ne devrait plus être prise, comme jusqu'à présent, sur la base des notes obtenues au premier semestre de la quatrième classe de l'école élémentaire,

mais à l'aide d'un test permettant de « pronostiquer l'aptitude professionnelle » dans la troisième classe, à l'âge de 9 ans. Les enfants de familles non-germanophones issus de l'immigration seront scolarisés à part, dans des « classes d'allemand de soutien » et ne pourront passer dans des classes normales que s'ils ont atteint une compétence linguistique minimale.

- Réduire les avantages sociaux pour les parents qui ne respectent pas certaines exigences comme s'assurer de la présence des enfants en cours ou le fait qu'ils et elles s'expriment en langue allemande.

En Autriche, la population s'émouvait parfois de l'expulsion de jeunes en cours d'apprentissage, lorsque leur demande d'asile était refusée, parfois après des années de procédure. Certains avançaient que ces jeunes étaient déjà intégrés à la société autrichienne, d'autres que les entreprises avaient besoin d'elles et eux. Le gouvernement a réglé la question, en décidant

que l'apprentissage serait dorénavant, tout bonnement, fermé aux jeunes demandeur·euses d'asile. Jusqu'à présent, ils et elles pouvaient commencer une formation en alternance, à condition que le métier choisi soit l'un de ceux pour lesquels les entreprises locales manquent de main-d'œuvre. Avec le FPÖ (le Parti de la liberté) désormais au gouvernement, Vienne revient sur cette disposition négociée, en 2012, par les sociaux-démocrates et les conservateurs. Les apprenti·es pourront, dès à présent, être expulsés.

L'objectif affiché par Herbert Kickl est clair : « faire de l'Autriche une forteresse ». Proposition qui rencontre un large soutien dans la population notamment depuis les attentats islamistes qui ont frappés le pays.

■ Académie de Toulouse

Der Aufstieg des Herbert Kickl

Er führt in den Umfragen, die SPÖ ist ratlos, der Bundespräsident besorgt. Über die politische Karriere eines extrem rechten freiheitlichen Provokateurs

